



Agissons tous ensemble avant qu'il ne soit trop tard !

TOUTES ET TOUS EN GRÈVE LE 18 NOVEMBRE !

Le 18 novembre, est convoqué un comité technique de réseau (CTR) avec pour principal point à l'ordre du jour le budget de la Direction générale des finances publiques (DGFIP). Pour 2016, il prévoit 2130 suppressions d'emplois et une nouvelle baisse du budget de fonctionnement, soit des mesures qui vont une fois de plus accélérer la dégradation des conditions de vie au travail, les restructurations et affaiblir la capacité de la DGFIP à exercer ses missions.

Ces annonces interviennent alors qu'au surplus, la Direction générale refuse de communiquer ses choix en matière de restructurations et qu'elle envisage de remettre en cause certaines règles de gestion. A titre d'exemple, elle compte obliger les agents à demeurer 3 ans dans leur direction de première affectation après la réussite aux concours C et B et supprimer les mouvements complémentaires de mutation des agents A et B. Les organisations syndicales représentatives de la DGFIP ont demandé au-

dience aux Ministres.

Tout ceci a pour toile de fond le lancement de la retenue à la source, la mise en place de la réforme territoriale dans l'ambiance délétère d'un discours anti-fonctionnaires. Dans le même temps, le dialogue social a rarement été aussi difficile à la DGFIP, au Ministère et à la fonction publique, notamment suite à la décision brutale du Premier Ministre d'imposer le protocole « PPCR » rejeté par des organisations syndicales représentant plus de 50% des fonctionnaires.

A la DRFIP 35, les constats sont les mêmes. Les conditions de travail se dégradent et le dialogue social est en panne. Le conflit qui nous oppose à la direction au sujet des restructurations, (fermetures des trésoreries de Louvigné-du-Désert et La Guerche-de-Bretagne, fusions des SIP et SIE malouins, entassement à Rennes des SPF, PCR, réduction des horaires d'accueil, fermeture du standard de Magenta), s'inscrit dans ce climat général.

C'est pourquoi, en cohérence avec

leurs représentants nationaux, compte tenu de la situation tant nationale que locale, les élus CGT, Solidaires et FO de la DRFIP 35 boycotteront les réunions institutionnelles : CTL, CDAS, CHSCT, CAPL (en première convocation) et les groupes de travail.

Nous exigeons d'autres choix pour la DGFIP :

- l'arrêt des suppressions d'emplois, des moyens financiers adéquats, la transparence et un moratoire sur les restructurations et l'ouverture de véritables discussions,
- des mesures d'urgence : respect des statuts particuliers et retrait du projet de déréglementation des règles de gestion, utilisation du budget de la « prime d'intéressement collectif » pour revaloriser les régimes indemnitaires, plan d'amélioration des conditions de travail,
- la reconnaissance du travail des agents de la DGFIP par la revalorisation des régimes indemnitaires et l'abandon du RIFSEEP.

Les syndicats CGT, Solidaires et FO de la DRFIP 35, avec leurs syndicats nationaux, appellent l'ensemble des agents :

- A se mettre massivement en grève le 18 novembre pour manifester leur opposition aux mesures proposées et exiger : l'arrêt des suppressions d'emplois et des restructurations incessantes, une amélioration des conditions de travail et une vraie reconnaissance.
- A participer nombreux au rassemblement à 10h30 devant la DRFIP le 18 novembre, pour interpeller collectivement la direction.

Le 18 Novembre,

**POUR VOS REVENDICATIONS
NATIONALES ET LOCALES
JOURNÉE NATIONALE DE
MOBILISATION À LA DGFIP :
TOUTES ET TOUS EN GRÈVE**